

LA TIKTOKISATION À MARCHE FORCÉE DE L'ÉDUCATION PAR VALÉRIE PÉCRESSE

DOSSIER DE PRESSE

24.09 2025

PRÉAMBULE

Depuis plusieurs mois, un bouleversement majeur reconfigure en profondeur l'enseignement dans les lycées d'Île-de-France : l'introduction de Pearltrees, une plateforme numérique unique, gérée par un opérateur privé et financé par la région à hauteur de 18 millions d'euros. De nombreuses questions et zones d'ombres subsistent sur cette décision.

Ce dossier de presse entend relayer les inquiétudes sur cette dérive préoccupante que notre groupe porte sans relâche depuis plus d'un an face aux choix de la présidente de la Région Île-de-France, Valérie Pécresse.

Après avoir décidé du passage massif aux manuels numériques et de la réduction drastique du soutien aux manuels papier, cette décision soulève de vives inquiétudes de la communauté éducatives et des éditeurs, et fait peser de réels risques sur l'avenir éducatif de nos jeunes.

Les prises de parole publiques de notre conseiller régional Yannick Trigance soulignent, preuves à l'appui, les dangers d'une numérisation. La Suède par exemple, qui avait initié un passage au « tout numérique » il y a 15 ans est en train de réinvestir massivement dans les manuels papiers, face au constat de la baisse de résultats des élèves.

De plus, les échanges récents de notre groupe avec les acteurs concernés révèlent des aspects qui interrogent : une transition non concertée, un risque accru de rupture dans l'égalité entre les élèves et des conséquences lourdes sur la liberté pédagogique des enseignants, avec une ingérence régionale inacceptable.

À ces inquiétudes s'ajoute un point central : la disparition progressive du libre choix entre manuel papier et manuel numérique, alors que nous plaignons pour la complémentarité des outils. Les dotations régionales pour l'achat de manuels papier ont été drastiquement réduites, passant de 72 euros en 2024 à 16 euros en 2025 (-77%), et sur les ressources numériques de 25 euros à 5 euros (-80%), contraignant de fait les établissements à adopter la plateforme numérique « libre », quand bien même elle serait inadaptée à leurs besoins pédagogiques.

Plus grave encore, l'ensemble du dispositif reposant sur une plateforme unique, Pearltrees, soulève de sérieuses questions. L'organisation des contenus y est organisée en « capsules », et rompt la construction des connaissances en pyramide, affaiblissant la cohérence des apprentissages, tandis que s'y ajoutent des ressources extérieures ni validées par les éditeurs scolaires, ni le ministère de l'Éducation nationale. Nous ne savons d'ailleurs pas qui ni comment les contenus ont été rédigés, validés et financés. Certains contenus sont même créés par des algorithmes d'intelligence artificielle.

Ces ressources peuvent, faute de contrôle rigoureux, inclure des contenus approximatifs, voire complotistes. L'outil, pensé comme un simple « drive », échappe ainsi aux garanties de fiabilité et de neutralité sur lesquelles reposent traditionnellement les manuels scolaires.

Plus largement, nous craignons que cette décision n'ouvre la brèche à une régionalisation de l'enseignement, avec une plateforme différente et des contenus différents en fonction d'où résident les élèves. Nous avons interrogé la ministre de l'Education nationale afin d'obtenir la position officielle quant à cette nouvelle méthode pédagogique inédite.

Ce dossier rassemble donc l'ensemble de nos interpellations au sujet d'un système délétère, au moment même où chacun reconnaît les effets nocifs d'une surexposition aux écrans, où nombreux pays font marche arrière sur la numérisation de leur système éducatif, et alors que l'exécutif régional a présenté une motion visant à interdire les écrans dans les lycées. Une contradiction flagrante qui souligne l'urgence d'un véritable débat démocratique.

Nous voulons ainsi alerter : derrière la façade séduisante de l'innovation technologique, c'est l'équité entre les élèves et la qualité des ressources pédagogiques qui sont aujourd'hui menacées.

Il est urgent que ce débat sorte de l'ombre, avant que les dommages ne deviennent irréversibles pour nos élèves franciliens.

Points essentiels :

- En 2025, l'exécutif régional a réduit drastiquement l'aide aux manuels scolaires papier (-77%) et aux ressources numériques (-80%) des lycées au profit d'une plateforme unique, nommée Pearltrees.
- Le groupe Socialiste, Ecologiste et Radical du Conseil régional alerte sur les risques pédagogiques et d'inégalités que cette décision provoque, dénoncée par les organisations syndicales, les représentants de parents d'élèves, les éditeurs et des personnalités publiques.
- Cette décision nuit à la liberté pédagogique des enseignants et fait peser un risque de régionalisation de l'enseignement, au détriment de notre modèle républicain.
- De nombreuses questions subsistent : nous avons demandé la position officielle du ministère de l'Education nationale, silencieux jusqu'à maintenant sur ce sujet.

UNE ALERTE DÈS 2024

Courrier adressé à Valérie Pécresse le 29 avril 2024, resté lettre morte.



Jonathan KIENZLEN
Président du Groupe SER

Yannick TRIGANCE
Conseiller régional
Commissaire aux lycées



Madame Valérie PÉCRESSE
Présidente de la Région Île-de-France

Copie à James CHERON
Vice-président à la jeunesse, promesse républicaine
et à l'insertion professionnelle

Saint-Ouen-sur-Seine,
Le 29 avril 2024

Objet : Création d'un groupe de travail sur la granularisation des manuels scolaires numériques, prévue pour la rentrée de septembre 2024.

Madame la Présidente,

Vous avez décidé d'imposer, dès la rentrée de septembre dans les lycées franciliens ayant opté pour des ressources 100% numériques, la granularisation de l'ensemble des manuels scolaires numériques via la plateforme Pearltrees.

Face à ce choix, et au manque de concertation avec les représentants syndicaux des enseignants, des lycéens et des parents d'élèves, nous souhaitons vous faire part de nos réflexions.

Pourquoi ne pas avoir concerté sur un sujet qui va modifier considérablement le quotidien des enseignants et des lycéens, obligeant les professeurs à se former à ce nouveau modèle dans un délai très contraint ? En effet, à partir de septembre 2024, tous les manuels seront granularisés et hébergés sur la plateforme Pearltrees. Les lycéens n'auront plus de manuels « complets » ; ils devront suivre leur cours sur Pearltrees en cliquant sur des « granules », déstructurant la qualité des progressions pédagogiques proposées par les éditeurs dans les manuels scolaires.

Groupe Socialiste, Écologiste et Radical | Conseil régional d'Île-de-France
2, rue Simone Veil, 93400, Saint-Ouen-sur-Seine
groupe.ser.idf@gmail.com



Nous vous alertons également sur plusieurs éléments :

- Fin du manuel scolaire structuré, qui permettait aux enseignants et aux élèves de suivre la progression des programmes du ministère de l'Éducation nationale ;
- Aggravation des inégalités sociales entre les élèves dont les parents peuvent suppléer à l'absence de manuels, et ceux qui n'en ont pas les moyens, ce qui va engendrer des inégalités d'apprentissages sur le territoire de la région ;
- Risque d'une éducation à la « Netflix », où les élèves pourraient cliquer sur les capsules d'apprentissage de leurs choix ;
- Risque de mettre fin à un programme clair et organisé proposé dans les manuels scolaires ;
- Augmentation du temps d'écran chez les jeunes qui y passent déjà en moyenne plus de 5h entre les téléphones portables, les ordinateurs et les tablettes ;
- Risque de photocollage et donc d'augmentation de la redevance gérée par le CFC (Centre français d'exploitation du droit de copie) ;

Au regard de tous ces éléments, nous vous proposons de créer dans les plus brefs délais un groupe de travail composé des représentants de tous les groupes politiques, ainsi que des syndicats d'enseignants, de lycéens, de parents d'élèves et d'éditeurs, afin de pouvoir prendre en compte les inquiétudes et propositions de toutes et tous.

L'éducation ne doit faire l'objet d'aucune économie et d'aucune proposition qui se ferait sans concertation avec les principaux concernés.

Nous vous prions de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de notre considération distinguée.

Jonathan KIENZLEN
Président du groupe

Yannick TRIGANCE
Conseiller régional

Groupe Socialiste, Écologiste et Radical | Conseil régional d'Île-de-France
2, rue Simone Veil, 93400, Saint-Ouen-sur-Seine
groupe.ser.idf@gmail.com

UNE PREMIÈRE TRIBUNE EN 2024

Idees / Débats

Manuels scolaires numériques des lycées d'Ile-de-France : un bouleversement bien caché

2 mai 2024

Décidemment, la concertation n'est pas le fort de la présidente de la région Ile-de-France selon Yannick Trigance, conseiller régional. Dernière action en date : le passage de tous les manuels des lycéens sur un format « granulés » (rendant peu explicite la progressivité des programmes) sans en discuter avec les principaux concernés : les enseignant-es, les élèves et leurs parents. Une décision à rebours du discours de Gabriel Attal sur les écrans devant l'Assemblée Nationale. « L'éducation ne peut ni ne doit faire l'objet d'aucune économie et d'aucune proposition d'ordre pédagogique sans concertation avec les principaux intéressés, pédagogie placée aujourd'hui par l'exécutif régional sous les fourches caudines d'arguties budgétaires déconnectées de l'enjeu que constituent les apprentissages et la réussite de tous nos jeunes » alerte Yannick Trigance.



Sans même en informer les élu-es régionaux d'Ile-de-France membres de la commission lycées ni aucun membre de la communauté éducative, Madame Péresse et son Vice-Président Chéron ont décidé d'imposer dès la rentrée de septembre dans les lycées franciliens ayant opté pour des ressources 100% numériques, la « granularisation » de l'ensemble des manuels scolaires numériques via la plateforme « Pearlrees ».

Face à ce choix – loin d'être anodin – et au manque de concertation avec les représentants syndicaux des enseignants, des lycéens et des parents d'élèves, des questions essentielles aujourd'hui sans réponse se posent et nécessitent des explications de la part de l'exécutif régional.

Pourquoi ne pas avoir concerté sur un sujet qui va modifier considérablement le quotidien des enseignants et des lycéens, obligeant les professeurs à se former à ce nouveau modèle dans un délai très contraint ?

En effet, à partir de septembre 2024, soit un délai particulièrement court, tous les manuels seront granularisés et hébergés sur la plateforme « Pearlrees ». Les lycéens n'auront plus de manuels « complets » ; ils devront suivre leur cours sur la plate-forme en cliquant sur des « granules », déstructurant la qualité des progressions pédagogiques proposées dans les manuels scolaires.

Cette décision prise en catimini s'inscrit dans une politique éducative régionale aux conséquences pédagogiques extrêmement problématiques tant pour les enseignants que pour les élèves :

- Fin du manuel scolaire structuré, qui permettait aux enseignants et aux élèves de suivre la progression des programmes du ministère de l'Éducation nationale ;
- Pression sur les enseignants qui vont devoir totalement transformer la structuration de leurs cours et des documents utilisés dans un laps de temps particulièrement contraint ;
- Aggravation des inégalités sociales entre les élèves dont les parents peuvent suppléer à l'absence de manuels, et ceux qui n'en ont pas les moyens, ce qui va engendrer des inégalités d'apprentissages sur le territoire de la région ;
- Risque d'une éducation à la « Netflix », où les élèves pourraient cliquer sur les capsules d'apprentissage de leurs choix ;
- Risque de mettre fin à un programme clair et organisé proposé dans les manuels scolaires ;
- Augmentation du temps d'écran chez les jeunes qui y passent déjà en moyenne plus de 5 heures entre les téléphones portables, les ordinateurs et les tablettes ;
- Risque de photocopillage et donc d'augmentation de la redevance gérée par le CFC (Centre français d'exploitation du droit de copie) ;

Au regard de tous ces éléments, il est encore temps pour Madame Péresse de rétablir une totale transparence sur cette décision et par exemple de créer dans les plus brefs délais un groupe de travail composé des représentants des syndicats d'enseignants, de lycéens, de parents d'élèves, d'éditeurs et des élu-es régionaux membres de la commission lycées, afin de prendre en compte les inquiétudes et propositions de toutes et tous.

L'éducation ne peut ni ne doit faire l'objet d'aucune économie et d'aucune proposition d'ordre pédagogique sans concertation avec les principaux intéressés, pédagogie placée aujourd'hui par l'exécutif régional sous les fourches caudines d'arguties budgétaires déconnectées de l'enjeu que constituent les apprentissages et la réussite de tous nos jeunes.

Yannick TRIGANCE

Conseiller régional Ile-de-France

DES INTERPELLATIONS RÉCURRENTES



yannick Trigrance
@yannicktrigrance

Nous ne cessons de dire à Mme @vpecresse qu'elle a sacrifié les manuels scolaires pour une plateforme qui constitue une véritable régression pédagogique ! @GroupeSER_idf #lycee #regression #pedagogie



La fin des manuels scolaires est en vue, craignent les éditeurs qui crient au naufrage p...

De marianne.net

2:05 PM · 31 août 2025 · 319 vues



yannick Trigrance
@yannicktrigrance

Mme @vpecresse : finirez vous par entendre les enseignants et les élus régionaux ? @GroupeSER_idf

Manuels scolaires : la plateforme collaborative voulue par la région Ile-de-France ne convainc pas les équipes éducatives.



Manuels scolaires : la plateforme collaborative voulue par la région Ile-de-France ne c...

De lemonde.fr

1:28 PM · 9 sept. 2025 · 352 vues



yannick Trigrance
@yannicktrigrance

En séance du Conseil Inter académique de l'Education nationale avec un débat sur la DGFL et un sujet récurrent : les manuels scolaires pour les lycéens avec une politique régionale injonctive privilégiant le numérique sur les manuels papier . @GroupeSER_idf



4:11 PM · 16 sept. 2025 · 258 vues

UNE SECONDE TRIBUNE EN 2025

MANUELS SCOLAIRES : VALÉRIE PÉCRESSE « TIKTOKISE » L'ENSEIGNEMENT AU DÉTRIMENT DES ÉLÈVES TRIBUNE

Par Yannick Trigance, conseiller régional PS Île-de-France, membre de la commission lycées.

🕒 4min Publié le 5 septembre 2025



En cette rentrée de septembre 2025, Valérie Pécresse a choisi d'imposer la disparition des **manuels scolaires papier** au profit d'une plateforme numérique unique.

Nous alertions déjà l'année dernière sur la méthode et sur les risques d'une telle décision : aujourd'hui ce sont les éditeurs qui tirent la sonnette d'alarme. Une mauvaise idée, dangereuse pour les élèves, très loin d'être plébiscitée par les enseignants.

En témoigne un sondage réalisé par Opinion Way, qui montre que les enseignants donneraient à ladite plateforme la note de... 3,7/10 ! En outre, près de 70 % d'entre eux déclarent qu'ils préféreraient continuer à travailler sur papier. Pas loin du zéro pointé, donc pour cette mesure qui n'a fait l'objet d'aucune concertation.

Au détriment du papier, cette plateforme numérique, appelée « Pearltrees », n'est pas sans poser de problèmes.

Tout d'abord, si la plateforme numérique peut constituer un apport à l'enseignement, elle ne peut ni ne doit en être le cœur. La pédagogie ne s'improvise pas en surfant sur un effet de mode technologique de « scrolling » ou de VOD...

Il est par ailleurs paradoxal de voir des responsables politiques prendre enfin conscience des effets pervers et dangereux du « scrolling » sur les réseaux sociaux, notamment sur la construction du cerveau à un âge où il se développe encore, quand d'autres encouragent de telles pratiques dans l'enseignement.

Car c'est précisément cette logique qu'introduit la plateforme « Pearltrees », en faisant se succéder des contenus qui, en s'annulant les uns les autres, saturent l'esprit. Comme l'expriment plusieurs spécialistes, on « *tiktokise l'enseignement* » pour des jeunes déjà surexposés aux écrans.

Enfin, sur le plan neuronal, ce tout numérique va à l'encontre de ce que bon nombre de recherches et d'enquêtes en sciences cognitives tendent à démontrer depuis plusieurs années, à savoir que la lecture sur papier permet une meilleure compréhension et une mémorisation plus durable que la lecture sur écran.

S'ajoute à cela la question de l'attention, attention qui tend à se réduire chez des jeunes élèves dont le niveau de concentration s'amenuise avec les contenus courts sur les réseaux sociaux. Car, la chose est prouvée, l'écran disperse la concentration. Or, considérer que c'est avec ce média que les savoirs seront le mieux transmis aux élèves, c'est faire fausse route.

Pire encore, le renoncement aux manuels scolaires papier va également à l'encontre des missions essentielles de l'école. Comme l'indique à juste titre l'enseignante en histoire Laurence de Cock dans un article du *Parisien*, ce choix relègue le papier, et donc implicitement les livres, au second rang.

Le manuel scolaire constitue en effet pour de nombreux jeunes le premier livre à la maison. Y renoncer, c'est accentuer encore un peu plus les écarts socioculturels entre les élèves.

Au final, il est clair que l'on apprend mieux par le livre et par le geste d'écriture que par l'écran. Les gains pédagogiques du « tout numérique » ne sont pas prouvés et pourtant, il est appliqué à marche forcée dans les établissements.

En Île-de-France, Madame Pécresse présente cette démarche sous forme de « choix » mais c'est un choix en trompe-l'œil. Les lycées franciliens ont en effet eu le choix : celui de passer aux manuels numériques et bénéficier ainsi de subventions, ou bien continuer d'utiliser les manuels papiers, mais sur leurs fonds propres, déjà sous-tension.

Dans le contexte budgétaire de régression et d'austérité imposé par l'actuel gouvernement, en particulier dans l'Éducation nationale, de nombreux établissements scolaires n'ont donc d'autre choix que de faire des économies en utilisant quasi exclusivement des outils numériques.

L'idéologie libérale de Madame Pécresse et de sa majorité continue de sacrifier l'éducation et la pédagogie sur l'autel de l'économie : ce sont malheureusement les futurs citoyens franciliens qui en font les frais.

AMENDEMENT DU GROUPE POUR REVENIR SUR LA MISE EN APPLICATION



Conseil régional

Socialiste, Écologiste et Radical

CONSEIL RÉGIONAL DU 24 SEPTEMBRE 2025

Rapport n° CR 2025-030 : FINANCEMENT RÉGIONAL DU FONCTIONNEMENT DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES PUBLICS POUR 2026 - DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES PUBLICS POUR 2026 - DOTATION DE FONCTIONNEMENT SPÉCIFIQUE CONTRÔLES TECHNIQUES OBLIGATOIRES ET CONTRATS D'ENTRETIEN OBLIGATOIRES (CTO-CEO) POUR 2026

Texte de l'amendement :

Un article additionnel est ajouté à la délibération et rédigé comme suit :

Le Conseil régional d'Île-de-France décide de mettre en œuvre immédiatement un moratoire sur la généralisation de la plateforme numérique Pearlrees dans les lycées franciliens, en attendant la consultation de l'ensemble des représentants de la communauté éducative (syndicats d'enseignants et parents d'élèves inclus) et la publication d'un rapport sur la plus-value éducative réelle d'une plateforme unique.

Le Conseil régional rétablit dans le même temps un niveau de dotation équivalent à celui de 2024-2025 pour le financement des manuels scolaires papier et numériques, afin de garantir la liberté pédagogique des enseignants et de répondre aux besoins des élèves.

Exposé des motifs de l'amendement :

POUR UN MORATOIRE SUR PEARLTREES ET LE RETOUR DU SOUTIEN AUX MANUELS PAPIERS ET NUMÉRIQUES

Depuis la réforme du lycée de 2019, la Région Île-de-France a pris la décision de laisser aux établissements le choix entre manuels papier et manuels numériques. Près de la moitié des lycées ont alors choisi de conserver les manuels papier. Toutefois, ce choix s'est rapidement révélé illusoire, dans la mesure où la Région a progressivement réduit la dotation pour les manuels papier, poussant de fait les établissements à migrer vers les manuels numériques.

Ce basculement s'est accéléré avec l'attribution d'un marché de 18 millions d'euros à la société Pearlrees, plateforme unique censée héberger et structurer l'ensemble des contenus pédagogiques régionaux.

Les syndicats ont alerté durant le CIEN du mardi 16 septembre 2025 : la plateforme au fonctionnement dit "granulaire" ne correspond pas aux pratiques du métier. Elle fragilise la continuité des apprentissages, limite la lisibilité des contenus pour les élèves et leurs familles, et désorganise la progression des cours pour les enseignants.

Surtout, elle a été imposée sans aucune concertation sérieuse avec les principaux acteurs éducatifs : enseignants, chefs d'établissement, éditeurs ou fédérations de parents d'élèves n'ont pas été consultés. L'annonce a été brutale, la mise en œuvre précipitée, sans que les équipes pédagogiques ne soient

Rejeté par la majorité régionale, lors de la séance plénière du 24 septembre 2025.

formées ou accompagnées. Aujourd'hui, une grande majorité d'enseignants dénonce cette plateforme inadaptée, source de confusion et d'inégalités pédagogiques.

Dans le même temps, la dotation régionale dédiée aux manuels scolaires a été drastiquement réduite, passant de 72 euros à seulement 16 euros par élève entre 2024 et 2025, soit une baisse de plus de 77%. Cette décision a suscité une vive opposition, car elle menace la liberté pédagogique des enseignants : comment garantir la pluralité des ressources si une seule plateforme est disponible et financée par la Région ? Ces critiques se sont d'ailleurs traduites dans une tribune publiée dans Le Monde, rassemblant plus de 500 signataires du monde de l'éducation, mais aussi par une pétition signée par plus de 30 000 personnes à l'initiative de parents d'élèves. L'exécutif ne peut rester sourd à ces alertes.

Les risques pédagogiques sont majeurs : contenus approximatifs, parfois complétistes, disponibles sur Pearlrees, absence de vision d'ensemble, difficulté pour les élèves à s'approprier les savoirs. L'abandon progressif du papier isole encore davantage les élèves les plus fragiles, pour qui le manuel physique est souvent le seul livre qu'ils vont consulter de l'année. Dans le même temps, les infrastructures ne suivent pas : ordinateurs en panne, manque de prises, wifi instable, chargeurs oubliés.

La Région semble vouloir imposer une "tiktokisation" de l'école, au détriment d'une éducation stable, équitable et accessible à toutes et tous.

Par ailleurs, cette stratégie constitue une forme de régionalisation rampante de l'éducation. En réduisant les éditeurs à de simples fournisseurs de modules "granulaires" intégrés à une plateforme régionale, et en produisant ses propres "manuels libres", la Région prend le risque de territorialiser les savoirs, remettant en cause le cadre national commun de l'éducation nationale. Le risque est bien celui d'une école à géométrie variable selon les territoires, affaiblissant l'universalité républicaine du service public d'éducation.

Nous ne pouvons nous résoudre à ce modèle que nous estimons dangereux, inadapté et inéquitable.

À l'heure où la Suède revient sur son virage tout-numérique engagé depuis 15 ans, en constatant la baisse du niveau de lecture et de compréhension de ses élèves, l'Île-de-France choisit d'emprunter le mauvais chemin.

La ministre de l'Éducation nationale, Elisabeth Borne, a d'ailleurs récemment annoncé une "pause numérique" au collège. Pourquoi la Région Île-de-France, persiste-t-elle seule dans une voie inégalitaire et inefficace ? Nos lycées ne doivent pas devenir des laboratoires de la start-up nation.

Nos élèves ne sont pas des cobayes.

Face à cette dérive, nous demandons un moratoire immédiat sur le déploiement d'une plateforme numérique unique dans les lycées franciliens, accompagné du retour à la dotation initiale pour l'achat de manuels scolaires (papiers et numériques) pour les lycées au même niveau que l'année précédente afin de garantir la liberté pédagogique des enseignants.

Nos élèves et nos enseignants méritent mieux : ils méritent des ressources diverses, des supports stables et des outils pédagogiques au service de la réussite de toutes et tous.

Jonathan KENZLEN
Président du groupe

ENFIN, DES COURRIERS À VALÉRIE PÉCRESSE & À LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE EN SEPTEMBRE



Saint-Ouen-sur-Seine, le 24 septembre
2025

Madame Valérie PÉCRESSE
Présidente de Région
2 rue Simone Veil
93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Madame la Présidente,

Nous avons débattu ce jour en séance sur la politique des manuels scolaires que votre exécutif a décidé d'engager en Île-de-France. Nous souhaitons vous faire part de notre plus vive inquiétude sur ce choix et rappeler notre opposition, portant ainsi la voix des parents d'élèves, des représentants des équipes pédagogiques et des éditeurs.

Depuis plusieurs années, la Région Île-de-France a fait le choix de réduire drastiquement la dotation affectée à l'acquisition des manuels papiers, tout en promouvant une solution numérique unique : la plateforme Pearltrees. Cette orientation suscite de très nombreuses critiques, comme la mobilisation dans les médias et au CIEN de septembre 2025 ont pu le montrer.

Cette année, la subvention aux manuels papiers a été réduite de 72 à 16 euros par élève, soit une baisse de 77 %. Cette pour les ressources numériques a été divisée par cinq. Ces décisions budgétaires brutales ne sont pas neutres : elles contraignent de fait les établissements à abandonner les manuels traditionnels, au profit d'un outil unique, non validé, ni par l'Éducation nationale, ni par les communautés pédagogiques.

Or, aucune plateforme, quelle qu'elle soit, ne peut se substituer à la diversité des ressources pédagogiques et à leurs supports. L'imposition d'un outil unique pose de sérieuses questions en matière de liberté pédagogique, de vérification des contenus, de modération, mais aussi d'équité territoriale et d'égalité devant l'apprentissage. La centralisation des contenus éducatifs par un seul acteur privé, au détriment de l'autonomie des enseignants, n'est pas une voie souhaitable pour l'avenir de notre éducation nationale.

Madame la Présidente, l'innovation ne peut se faire unilatéralement, sans concertation, sans évaluation, sans expérimentation et sans respecter la diversité des pratiques pédagogiques.

Nous vous appelons donc solennellement à infléchir cette politique régionale, au risque de voir s'aggraver les inégalités scolaires et de contribuer, malgré vous, à une baisse généralisée du niveau des élèves.

À titre d'exemple, et comme cela a été cité en séance, la Suède est revenue sur sa politique du « tout numérique » après 15 ans d'application face à la baisse générale du niveau des élèves. Nous ne pouvons et ne voulons pas attendre 15 ans pour faire ce constat pour nos élèves franciliens.

Dans l'attente de votre retour, nous vous prions de croire, Madame la Présidente, en l'expression de nos salutations distinguées.

Jonathan KIENZLEN
Président du groupe SER
Conseiller régional

Yannick TRIGANCE
Conseiller régional

CC : M. James CHERON, Vice-président en charge des lycées



Saint-Ouen-sur-Seine, le 22 septembre
2025

Madame Elisabeth BORNE
Ministre de l'Éducation nationale
110 rue de Grenelle 75357
PARIS SP 07

Madame la Ministre,

Nous souhaitons par la présente vous alerter sur la situation préoccupante que traverse la Région Île-de-France en matière de dotation pour les manuels scolaires, et vous demander de clarifier la position du ministère face aux décisions prises par le Conseil régional sur la centralisation des contenus pédagogiques sur une plateforme unique, d'un acteur privé.

Depuis plusieurs années, la Région a engagé une politique de retrait progressif du soutien aux manuels scolaires papiers, parallèlement à la promotion d'une plateforme numérique unique, Pearltrees, imposée cette année aux établissements sans concertation. En effet, en réduisant drastiquement les dotations aux manuels, papiers et numériques, les équipes pédagogiques n'ont d'autres choix que d'utiliser ce support.

Cette plateforme, qui se veut à la fois un agrégateur, producteur de contenus et outil de diffusion, est largement contestée par les éditeurs, les syndicats enseignants, les fédérations de parents d'élèves, et ainsi qu'une partie des chefs d'établissement. Une pétition contre ce dispositif a d'ailleurs recueilli à ce jour plus de 30 000 signatures.

Face à ces inquiétudes croissantes, plusieurs questions se posent :

- Le ministère de l'Éducation nationale a-t-il été formellement consulté sur cette orientation régionale ? Si oui, dans quels périmètres précis ?
- Quel a été son rôle dans le processus de validation des contenus et d'accompagnement des enseignants ?
- Cette plateforme est-elle conforme aux programmes et aux exigences pédagogiques fixés par l'État ? Le ministère considère-t-il que la liberté pédagogique est respectée par cette décision, conformément au code de l'Éducation ?

- Qui a financé ce dispositif ? Quel est le montant total investi par la Région et celui du Ministère et là encore, dans quels périmètres précis ? Des enseignants ont-ils été rémunérés pour contribuer à son contenu et si oui, par qui ? La plateforme rémunère-t-elle les enseignants ?

- Le ministère valide-t-il cette méthode de régionalisation des ressources pédagogiques ?

Madame la Ministre, le silence du ministère face à ces décisions régionales controversées interroge. Notre groupe voit ici un risque de régionalisation des enseignements, une privatisation des ressources pédagogiques, au détriment du modèle de notre école républicaine.

Nous vous demandons de bien vouloir exprimer, dans les meilleurs délais, la position officielle du ministère de l'Éducation nationale sur ce sujet essentiel pour l'avenir de nos élèves et la qualité de l'enseignement en Île-de-France.

Dans l'attente de votre retour, nous vous prions de croire, Madame la Ministre, en l'expression de notre très haute considération.

Jonathan KIENZLEN
Président du groupe SER
Conseiller régional

Yannick TRIGANCE
Conseiller régional



CONTACT PRESSE :

groupe.ser.idf@gmail.com | 06 58 19 86 75